

Guy Braibant  
Bernard Stirn

# Le droit administratif français

4<sup>e</sup> édition revue  
et mise à jour

# Table des matières

---

<i>Avant-propos</i> .....	13
<i>Introduction</i> .....	15
I. Le droit administratif : un droit vivant et situé .....	15
II. Définition du droit administratif .....	19
A. L'objet, 19. – B. Le contenu, 25.	
III. Histoire du droit administratif .....	27
A. Les fondements historiques du droit administratif français, 27. –	
B. Évolution du droit administratif depuis le début du XIX <sup>e</sup> siècle, 30.	
IV. Les instruments du droit administratif .....	34
A. La doctrine, 34. – B. Les documents, 36.	
V. Indications méthodologiques .....	38

## PREMIÈRE PARTIE

### LE CHAMP D'APPLICATION DU DROIT ADMINISTRATIF

#### *Titre I*

#### Les institutions de droit administratif

<i>Introduction</i> . La personnalité morale .....	43
I. Notions générales sur la personnalité morale .....	43
II. La personnalité morale en droit public .....	47
<i>Chapitre I</i> . L'État .....	53
<i>Section I</i> . La personnalité morale de l'État .....	53
§ 1. L'État n'est pas seulement une personne morale, 54. – § 2. L'État est une	
personne morale d'une nature particulière, 54.	
<i>Section II</i> . L'organisation administrative de l'État .....	58
§ 1. Les autorités supérieures de l'État, 58. – § 2. Les administrations centrales,	
60. – § 3. Les organes locaux de l'État, 62. – § 4. Les « autorités administratives	
indépendantes », 73.	
<i>Chapitre II</i> . Les autres personnes morales de droit public .....	79
<i>Section I</i> . Les collectivités territoriales .....	80
§ 1. Principes communs, 80. – § 2. Les collectivités territoriales de droit	
commun, 89. – § 3. Les collectivités territoriales à statut particulier, 105.	
<i>Section II</i> . Les établissements publics .....	111
§ 1. Inventaire, 111. – § 2. Définition, 113. – § 3. Régime juridique des établis-	
sements publics, 117. – § 4. Les groupements d'intérêt public, 123.	
<i>Chapitre III</i> . Les organismes privés chargés de la gestion de services	
<i>publics</i> .....	125
<i>Section I</i> . Historique .....	125
§ 1. L'association au service public, 125. – § 2. La dévolution du service public,	
127.	
<i>Section II</i> . Contenu de la catégorie .....	128
§ 1. Définition, 128. – § 2. Exemples, 129.	

<i>Section III. Motifs du développement de ces organismes</i> .....	131
§ 1. Participation des intéressés, 131. – § 2. Souplesse de gestion, 132.	

*Titre II*

La notion de service public

<i>Chapitre I. Le contenu de la notion de service public</i> .....	139
<i>Section I. Définition générale</i> .....	139
§ 1. Éléments de la définition, 140. – § 2. Illustrations de la définition, 141. – § 3. La relativité et le développement de la notion de service public, 143.	
<i>Section II. Classification des services publics</i> .....	148
§ 1. Les services publics administratifs, 149. – § 2. Les services publics industriels et commerciaux, 149. – § 3 Les services publics sociaux, 150.	
<i>Chapitre II. La portée de la notion de service public</i> .....	151
<i>Section I. Les services publics administratifs gérés par des personnes publiques.</i>	153
§ 1. Le statut du service, 153. – § 2. Les relations du service, 154.	
<i>Section II. Les services publics industriels et commerciaux gérés par des personnes publiques</i> .....	157
§ 1. Le statut, 157. – § 2. Les relations, 158.	
<i>Section III. Les services publics gérés par des organismes privés</i> .....	160
§ 1. Le statut, 160. – § 2. Les relations, 162.	
<i>Chapitre III. Europe et service public</i> .....	167

DEUXIÈME PARTIE

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU DROIT ADMINISTRATIF

*Titre I*

Les prérogatives

<i>Chapitre I. Les pouvoirs</i> .....	177
<i>Section I. Le pouvoir de décision</i> .....	177
§ 1. Les techniques de décision, 178. – § 2. Le contenu des décisions, 181.	
<i>Section II. Le pouvoir d'exécution</i> .....	184
§ 1. Les procédures juridictionnelles, 185. – § 2. L'exécution d'office, 188.	
<i>Chapitre II. Les protections</i> .....	195
<i>Section I. Protection des agents</i> .....	195
<i>Section II. Protection des biens</i> .....	197

*Titre II*

Les sujétions

I. Motifs .....	201
II. Contenu .....	202
III. Spécificité .....	203
<i>Chapitre I. Le principe de légalité</i> .....	205
<i>Sous-chapitre I. Définition du principe de légalité</i> .....	205
<i>Section I. L'obligation de conformité</i> .....	206
<i>Section II. L'obligation d'initiative</i> .....	206
§ 1. L'exécution des lois et règlements, 207. – § 2. L'exécution des décisions de justice, 209.	
<i>Sous-chapitre II. Les sources de la légalité</i> .....	210
<i>Section I. Les sources nationales</i> .....	210
<i>Sous-section I. Les sources normatives</i> .....	210
§ 1. Le droit écrit, 211. – § 2. Les principes généraux du droit, 218.	

<i>Sous-section II. Les sources individuelles</i> .....	230
§ 1. Les décisions administratives, 230. – § 2. Les décisions juridictionnelles, 231.	
<i>Section II. Les sources internationales</i> .....	232
<i>Sous-section I. Le droit international</i> .....	232
<i>Sous-section II. Le droit communautaire</i> .....	233
<b>Sous-chapitre III. Le contenu de la légalité</b> .....	234
<i>Section I. La limitation des pouvoirs de l'administration ou légalité interne</i> .....	235
§ 1. La compétence liée, 235. – § 2. Le pouvoir discrétionnaire, 238.	
<i>Section II. La réglementation de la procédure administrative ou légalité externe.</i>	242
§ 1. La compétence, 243. – § 2. La procédure, 244. – § 3. Les formes de l'acte, 246.	
<i>Section III. La légalité d'exception</i> .....	247
§ 1. La théorie jurisprudentielle des circonstances exceptionnelles, 248. – § 2. La législation d'exception, 250.	
<b>Sous-chapitre IV. Les sanctions de l'illégalité</b> .....	252
<i>Section I. L'effacement de l'acte illégal</i> .....	252
<i>Sous-section I. L'acte nul</i> .....	253
§ 1. L'acte inappliqué, 253. – § 2. L'acte annulé, 254.	
<i>Sous-section II. L'acte inexistant</i> .....	258
§ 1. Le régime des actes inexistants, 258. – § 2. Le champ d'application des actes inexistants, 259.	
<i>Sous-section III. L'acte insusceptible de recours</i> .....	261
§ 1. Les actes de gouvernement, 261. – § 2. Les mesures d'ordre intérieur, 264.	
<i>Section II. La réparation du préjudice causé par l'illégalité</i> .....	266
<b>Chapitre II. Le principe de responsabilité</b> .....	269
<b>Sous-chapitre I. Le régime général</b> .....	273
<i>Section I. Le fondement de la responsabilité</i> .....	273
<i>Sous-section I. La responsabilité pour faute</i> .....	273
§ 1. Faute de service et faute personnelle, 274. – § 2. Faute simple et faute lourde, 282.	
<i>Sous-section II. La responsabilité sans faute</i> .....	285
§ 1. Les dommages de travaux publics, 285. – § 2. Dommages causés par des activités ou des situations dangereuses, 288. – § 3. Dommages subis par les collaborateurs des services publics, 290. – § 4. La responsabilité du fait des lois et des décisions légales, 293.	
<i>Section II. Les modalités de la réparation</i> .....	297
<i>Sous-section I. La question de la collectivité responsable</i> .....	297
§ 1. Le critère de la nature du service, 298. – § 2. Le critère du maître de l'ouvrage, 300.	
<i>Sous-section II. La notion de préjudice</i> .....	300
§ 1. Le préjudice indemnisable, 301. – § 2. L'évaluation du préjudice, 303.	
<i>Sous-section III. L'action en indemnité</i> .....	304
<b>Sous-chapitre II. Les régimes spéciaux</b> .....	307
<i>Section I. L'application du droit privé</i> .....	307
§ 1. Les principes dégagés par la jurisprudence, 307. – § 2. Lois spéciales, 308.	
<i>Section II. Les régimes forfaitaires de réparation</i> .....	308
§ 1. Les régimes de pensions, 309. – § 2. L'indemnisation des dommages de guerre, 310. – § 3. Les fonds d'indemnisation, 311.	

TROISIÈME PARTIE  
LA FONCTION PUBLIQUE

Titre I

Les catégories

<i>Chapitre I. La pluralité des employeurs</i> .....	323
<i>Section I. L'État</i> .....	323
<i>Section II. Les collectivités territoriales</i> .....	324
<i>Section III. Les établissements publics</i> .....	325
<i>Chapitre II. La diversité des régimes</i> .....	327
<i>Section I. Les agents titulaires</i> .....	327
<i>Sous-section I. Les agents titulaires de l'État</i> .....	328
§ 1. Les fonctionnaires proprement dits, 328. – § 2. Les autres catégories d'agents de l'État, 332.	
<i>Sous-section II. Les agents titulaires des autres personnes publiques</i> .....	333
<i>Section II. Les agents non titulaires</i> .....	334
<i>Sous-section I. Évolution et problèmes</i> .....	334
§ 1. Les caractéristiques, 335. – § 2. Les causes, 338.	
<i>Sous-section II. Les réformes récentes</i> .....	338
§ 1. Dispositions transitoires, 339. – § 2. Dispositions permanentes, 340.	

Titre II

Les carrières

<i>Chapitre I. L'entrée en service</i> .....	345
<i>Section I. Les conditions de recrutement</i> .....	345
<i>Sous-section I. Le principe d'égalité</i> .....	345
§ 1. Race, 346. – § 2. Opinions, 346. – § 3. Sexes, 347.	
<i>Sous-section II. Les discriminations légales</i> .....	349
§ 1. L'âge, 349. – § 2. La nationalité, 350. – § 3. Les aptitudes, 351.	
<i>Sous-section III. Les inégalités de fait</i> .....	353
<i>Section II. Les procédés de sélection</i> .....	355
<i>Sous-section I. Le domaine du concours</i> .....	355
<i>Sous-section II. Les motifs du système du concours</i> .....	356
§ 1. Le mérite, 356. – § 2. L'égalité, 357.	
<i>Sous-section III. Les modalités du concours</i> .....	358
§ 1. Les préliminaires, 358. – § 2. Le déroulement des épreuves, 359. – § 3. Les conséquences des résultats du concours, 361.	
<i>Section III. Le pouvoir de nomination</i> .....	362
<i>Chapitre II. Le déroulement de la carrière</i> .....	365
<i>Section I. La rémunération</i> .....	365
<i>Sous-section I. Le traitement principal</i> .....	365
§ 1. Le droit au traitement, 365. – § 2. La politique des traitements, 368.	
<i>Sous-section II. Les indemnités accessoires</i> .....	371
<i>Sous-section III. Les avantages sociaux accordés aux fonctionnaires</i> .....	373
<i>Section II. La mobilité</i> .....	374
<i>Sous-section I. La mobilité interne</i> .....	374
§ 1. Les mutations, 374. – § 2. L'avancement, 375.	
<i>Sous-section II. La mobilité externe</i> .....	377
§ 1. La mobilité externe dans l'administration, 377. – § 2. La mobilité externe en dehors de l'administration, 378.	
<i>Section III. La responsabilité</i> .....	379

<i>Sous-section I. La responsabilité pénale</i> .....	379
<i>Sous-section II. La responsabilité pécuniaire</i> .....	381
§ 1. La responsabilité des agents en général, 381. – § 2. La responsabilité des comptables, 382.	
<i>Sous-section III. La responsabilité disciplinaire</i> .....	383
§ 1. Les règles de procédure, 384. – § 2. Les règles de fond, 387.	
<b>Chapitre III. La cessation des services</b> .....	391
<i>Section I. Les modalités</i> .....	391
<i>Sous-section I. Le mode normal</i> .....	391
<i>Sous-section II. Les modes accidentels</i> .....	392
<i>Section II. Les conséquences</i> .....	395
<i>Sous-section I. Pensions</i> .....	395
<i>Sous-section II. Activités privées</i> .....	396

### Titre III

#### La déontologie

<b>Chapitre I. Les obligations</b> .....	401
<i>Section I. L'interdiction des cumuls</i> .....	401
<i>Section II. Le devoir d'obéissance</i> .....	402
<i>Section III. Le devoir de discrétion</i> .....	404
<i>Section IV. Le devoir d'information</i> .....	405
<i>Section V. Le devoir d'indépendance</i> .....	406
<i>Section VI. La vie privée</i> .....	406
<b>Chapitre II. Les droits politiques</b> .....	409
<i>Section I. Le principe de liberté</i> .....	409
§ 1. Les sources, 409. – § 2. Le contenu de la liberté d'opinion, 411.	
<i>Section II. Les limitations juridiques</i> .....	411
§ 1. L'obligation de neutralité, 412. – § 2. L'obligation de réserve, 412.	
<i>Section III. Les atteintes illégales</i> .....	416
<b>Chapitre III. Les droits sociaux</b> .....	417
<i>Section I. Le droit syndical</i> .....	418
§ 1. L'interdiction, 418. – § 2. La reconnaissance, 419.	
<i>Section II. Le droit de grève</i> .....	422
§ 1. Le principe, 422. – § 2. Les restrictions, 423.	
<i>Section III. La participation</i> .....	426
§ 1. Les institutions, 426. – § 2. Les recours, 428.	

### QUATRIÈME PARTIE

#### LE CONTRÔLE DE L'ADMINISTRATION

##### Titre I

##### Médiation et transparence

<b>Chapitre I. Le Médiateur</b> .....	437
<b>Chapitre II. La transparence</b> .....	439
<i>Section I. L'accès aux documents administratifs</i> .....	439
<i>Section II. La motivation des actes administratifs</i> .....	440
<i>Section III. Les enquêtes publiques</i> .....	441

Titre II

Le contrôle juridictionnel

I. Définition générale.....	443
II. Diversité des systèmes.....	444
III. Importance en France.....	445
Chapitre I. Organisation.....	449
Section I. La dualité de juridiction.....	449
§ 1. Les mécanismes de répartition des compétences, 455. – § 2. Le contenu de la répartition des compétences, 467.	
Section II. La structure de la juridiction administrative.....	476
Sous-section I. Le Conseil d'État.....	476
§ 1. Évolution historique, 476. – § 2. Situation actuelle, 480.	
Sous-section II. Les juridictions territoriales.....	504
§ 1. Les tribunaux administratifs, 504. – § 2. Les cours administratives d'appel, 507. – § 3. Les autres juridictions territoriales, 509.	
Sous-section III. Les juridictions spécialisées.....	509
Sous-section IV. Les procédures pré- et para-contentieuses.....	511
Sous-section V. Les auxiliaires de la justice.....	513
Chapitre II. Fonctionnement.....	515
Section I. Les règles de procédure.....	515
Sous-section I. Les principes communs.....	515
§ 1. Règles générales de la procédure juridictionnelle, 516. – § 2. Règles propres au contentieux administratif, 520.	
Sous-section II. Les différentes catégories de recours.....	526
§ 1. Le recours pour excès de pouvoir, 526. – § 2. Les recours de pleine juridiction, 531.	
Section II. L'efficacité de la justice administrative.....	534
§ 1. L'accès de la juridiction, 534. – § 2. La portée du contrôle, 537. – § 3. Les effets des décisions, 540.	
Conclusion.....	547
Bibliographie.....	549
Index des textes.....	555
Index des arrêts.....	559
Index des matières.....	563